

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 25 JANVIER 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50f

EDITORIAL

DANS LES ENTREPRISES LES TRAVAILLEURS MONTRENT LEUR COMBATIVITE

Depuis deux mois, tant en Martinique qu'en Guadeloupe, une série de grèves éclatent dans bon nombre d'entreprises. En Guadeloupe, il y eu la grève des Ciments Antillais, celle des travailleurs de Beauport, des "alizés", de "Shell Butagaz", des chauffeurs de "TUPP". Actuellement, les travailleurs des chantiers Vivliés, ceux de SOREBAR (aéroport), de "Hachette-Antilles" et de la SOGIEG sont en grève.

En Martinique, les ouvriers de Jalmar de l'hospice du Robert, de l'entreprise Absalon, entre autres, ont aussi déclenché des grèves.

Ces luttes ont toutes pour objet, soit l'augmentation des salaires, soit la réintégration de travailleurs licenciés et en général de meilleures conditions de travail. Elles prouvent que les travailleurs antillais ne désarment pas. Bien au contraire une volonté de combat s'affirme de jour en jour dans les entreprises car les travailleurs refusent de faire les frais de la crise.

Dans bon nombre d'entreprises, les travailleurs ont obtenu satisfaction après une lutte acharnée, comme ceux de Beauport, des Ciments Antillais ou de Jalmar. Ce qui prouve que la lutte et la détermination face aux patrons est payante. La force est en effet le seul langage que les capitalistes comprennent. Mais même là où les luttes ne sont pas encore déclarées, on constate une grogne et un mécontentement général.

A l'approche des élections législatives, les travailleurs entendront toutes sortes de gens venir leur dire de bien voter, c'est-à-dire voter pour eux afin que cela change mais la classe ouvrière démontre déjà et l'a bien souvent démontré dans le passé que seule sa lutte lui rapporte des résultats, non les discours des élus.

Cependant, les résultats obtenus ça et là par les ouvriers sont encore bien minces par rapport à la situation générale qui empire de jour en jour. Les salaires n'arrivent pas à rattraper les prix, des milliers de chômeurs restent sur le pavé des entreprises ferment, menacent de fermer et licencient.

Les travailleurs peuvent en poursuivant et en élargissant leurs luttes obtenir dans l'immédiat bien plus. Ils peuvent obtenir les 2.400,00 frs pour tous

(suite en page 2)

MARTINIQUE

VA-T-ON VERS UNE BAISSSE DU PRIX DE LA TONNE DE CANNE ?

La récolte de la canne démarre sous de mauvais auspices à la Martinique. Si on escompte une augmentation de la production de canne d'environ 10 %, il n'est pas sûr du tout que la somme que touchera le petit planteur sera forcément augmentée d'autant.

Ainsi, l'usine du Galion vient de faire savoir qu'elle allait baisser le prix de la tonne de canne qu'elle achetait aux planteurs. Le motif est que le préfet vient arbitrairement de concéder à l'usine du Lareinty une part du contingent de sucre de l'usine du Galion, car selon Noirot-Cosson, "les distorsions existant entre les prix... risquent d'entraîner à brève échéance l'impossibilité définitive d'alimenter normalement les deux usines".

Autrement dit, le préfet accuse la direction du Galion de payer trop cher la tonne de canne et, pour la punir, transmet une fraction de son contingent à son rival de Lareinty.

On voit donc comment, pour avantager un capitaliste, le représentant du gouvernement n'hésite pas à s'en prendre à travers le Galion au porte-monnaie des petits planteurs.

Ceux-ci, mécontents, protestent, mais il faut bien plus que la protestation pour faire céder préfet et usiniers. D'autant plus que celui qui parle au nom des petits planteurs de canne n'est autre que Venkatapen, agriculteur à la dévotion de Fabre et Hayot, patron du Lareinty.

GUADELOUPE

ASSEMBLEE GENERALE DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE DE BLANCHET

Après l'intervention des gendarmes à l'école technique privée de Blanchet, qui avait on s'en souvient été unanimement réprochée par les parents d'élèves, une assemblée générale s'est tenue à la mairie de Trois-Rivières le samedi 21. Plus de 250 parents étaient présents. Le directeur de l'établissement M. Sambo brillait par son absence.

L'assemblée a été quelque peu houleuse surtout au moment de l'intervention d'un membre de la direction de l'école.

C'est à l'unanimité que les parents ont exigé la réouverture immédiate de l'école, et la reprise intégrale des élèves sans réinscription préalable. La

réouverture fut fixée au lundi 23 Janvier. En ce qui concerne le problème même qui est à l'origine de ces incidents à savoir le licenciement d'un professeur, la direction se réfugie derrière le fait que cela ne dépend pas d'elle mais du Rectorat. Nombreux sont les parents et les élèves qui demandent la réintégration sans condition du professeur licencié.

Une chose est sûre, c'est que la lutte pour sa réintégration doit se poursuivre. Il faut faire reculer le Rectorat et la direction de l'école technique privée de Blanchet.

0 0 0 0 0 0 0 0

ACHETEZ ET LISEZ LE MENSUEL
COMBAT OUVRIER N° 83

J. BIBRAC.
Directeur de publication : XXXXXXXXXXXXXXXX
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
5ème supplément au mensuel N° 83

EDITORIAL

(SUITE)

que réclament les syndicats en France, ils peuvent obtenir que partout soient diminuées les heures de travail à 35 H et que soient embauchés des milliers de chômeurs. Cela exige une lutte de grande ampleur, une unification de tous les mouvements, une lutte générale.

Face à la politique de la droite responsable de la situation actuelle et celle des partis de gauche qui s'apprêtent à gérer la crise à sa place, les travailleurs doivent avoir une politique visant à remettre en question la propriété privée capitaliste et la société capitaliste et toute la société coloniale, et qui leur permettra de se diriger eux mêmes.

MARTINIQUE

GRATIANI CONTRE LE DROIT D'EXPRESSION

La municipalité du Lamentin conduite par George Gratiant, membre du bureau politique du PCM vient de montrer une fois de plus la curieuse conception qu'elle a en matière de démocratie. Elle vient en effet de nous refuser une salle pour y tenir une réunion publique.

Ce n'est pas la première fois que la municipalité "démocratique" du Lamentin nous oppose un tel refus. Mais cette fois-ci, il s'accompagne d'une explication : "les locaux municipaux ne peuvent être mis à la disposition que des groupements dont la municipalité peut garantir les activités".

Il semble que les groupements en question soient surtout les organisations du PCM ou du Front National pour l'autonomie. Celles-ci ont toujours les salles qu'elles désirent pour s'exprimer. Ainsi pour la municipalité communiste du Lamentin le droit d'expression est réservé aux seules organisations politiques qui lui sont favorables.

Gratiant et le bureau municipal s'arrogent le droit de décider seuls de ce que les habitants du Lamentin doivent entendre ou ne pas entendre. Ils n'hésitent pas à censurer une organisation comme la nôtre qui a le tort, à leurs yeux, de ne pas être d'accord avec leurs conceptions.

Cela montre bien le peu de valeur qu'ont les dénonciations et les accusations du PCM sur le mode de démocratie à FR3 par exemple. Tout en critiquant violemment l'absence de liberté d'expression sous le système colonial, le PCM utilise, quand il en a les moyens, les mêmes méthodes que le colonialisme, pour bâillonner ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.

Et cette répression s'exerce particulièrement à l'encontre de l'extrême gauche et de Combat Ouvrier. Il faut croire que le PCM a bien peur de nos critiques.

ooooOoooo

GUADALOUPE

La réunion agricole de Vieux-Habitants: du vent!

Samedi dernier, la commune de Vieux-Habitants eut la visite de nombreuses personnalités du monde agricole, économique, et politique. Messieurs Crane et Blandin, présidents de la SOCIGIAP (Société Coopérative Guadeloupéenne d'Intérêt Agricole des producteurs de cultures maraîchères) et de la SICAF, étaient accompagnés des élus locaux, Guillot, Esdras et Etna. Ils visitaient les installations du Foyer de Progrès Agricole de Vieux Habitants.

Une fois de plus, les responsables parlèrent de "possibilités de développement agricole de la Côte-sous-le-vent", de possibilités d'exportation de citrons verts ou de mangues, vers l'Europe, etc...

L'expérience a déjà montré que dans ce pays les études et les projets sont nombreux mais ils restent le plus souvent dans les tiroirs. Et de toutes les façons ils ne profitent généralement pas aux petits planteurs.

La réunion de Vieux-Habitants a été qualifiée de très importante, mais elle ne changera sûrement pas le sort des centaines d'agriculteurs de la région, bien souvent victimes de la sécheresse, cette région n'étant toujours pas irriguée malgré les promesses, et qui ne bénéficient d'aucune garantie pour l'écoulement de leurs produits sur le marché local.

-'-'-'-'-'-'-'-'-'-

MARTINIQUE

Quand le gouvernement veille sur l'emploi des femmes

Rassurez-vous, femmes de la Martinique qui êtes au chômage, vous qui êtes confinées dans les tâches ménagères parce qu'il n'existe pas d'emplois.

Réjouissez-vous car tout va bien : le gouvernement veille sur vous.

Dans une réunion à Lyon, monsieur Barre premier ministre a reçu l'ensemble des délégués à la condition féminine de France. Il en est ressorti que "l'opération emplois jeunes lancée au mois d'octobre est assez satisfaisante.

En Martinique 300 femmes ont été employées sur 1 100 personnes embauchées."

Nous espérons que cette excellente nouvelle fera plaisir aux 40 000 d'entre elles qui sont au chômage ou qui triment deux jours par semaine dans les champs des gros propriétaires fonciers.

MARTINIQUE

Chantage pour payer les ouvriers de Socaltra

Sur le chantier de la Socaltra à la Sara, les ouvriers ont fait l'expérience vendredi de la scélératesse d'un chef.

Celui-ci a tout simplement refusé le paiement des acomptes aux ouvriers, en leur disant qu'ils n'avaient qu'à venir travailler le samedi s'ils veulent toucher leur argent.

Ainsi le comportement de ce chef n'est que le reflet de la politique que la direction de l'entreprise a décidée. En effet, le directeur a dit au Comité d'Entreprise que les ouvriers devaient travailler même le dimanche.

~ ~ ~ ~ ~

MARTINIQUE

L'OPERATION "EMPLOI DES JEUNES" : DU VENT !

Le gouvernement ne manque pas de culot ! 1245 EMPLOIS, dit-il, auraient été créés depuis le mois d'octobre 77 à la Martinique, pour des jeunes de 25 ans.

La fameuse opération "emploi des jeunes" dont il nous rebat les oreilles, aurait donc été un succès ...

Mais dans 1245 emplois, sont comptés : 410 jeunes en stage et 570 en apprentissage. Or rien ne dit que ces jeunes trouveront du travail après une période de formation .

Voilà pourtant un des tours de passe-passe dont le gouvernement a le secret pour manipuler les chiffres à sa guise !

De plus rien ne dit non plus que les 265 jeunes réellement embauchés (d'après les chiffres officiels) le resteront longtemps, puisque leur employeur bénéficie actuellement de l'exonération des charges sociales. Mais si cet-

te mesure est supprimée, car elle n'est que temporaire, rien ne garantit qu'ils trouveront intérêt à garder ces jeunes.

Toutes ces proclamations d'autosatisfaction ne sont donc que du bluff de la part du gouvernement colonialiste. Il tente ainsi de masquer le triste bilan de sa politique qui se solde par un accroissement constant du chômage.

Mais cette baudruche appelée "opération emploi des jeunes" se dégonfle vite devant la réalité : licenciements multiples dans tous les secteurs et pour ne parler que du bâtiment, licenciements massifs à la SMET, à la SEM, à la SOMET, menaces de licenciements à la SEGTA.

Alors ce ne sont pas quelques coups de trompettes triomphants et quelques mensonges de plus qui pourront encore faire illusion sur la situation catastrophique de l'emploi à la Martinique.

-'-'-'-'-'-'-'-'-